



## **Demande de renseignements (DDR)**

### **Mobilisation des entreprises inuites inscrites au Registre des entreprises inuites**

**W6369-180007-2**

**Ministère de la Défense nationale – services de soutien sur place à la Station des Forces canadiennes (SFC) Alert**



## **Table des matières**

**AVIS : Avis important aux possibles soumissionnaires à la page suivante**

- 1. But et nature de la DDR**
- 2. Historique de la mobilisation**
- 3. Contexte**
- 4. Aperçu de l'énoncé des travaux**
- 5. Invitation à une réunion individuelle par téléconférence**
- 6. Surveillant de l'équité**
- 7. Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)**
- 8. Directives du Conseil du Trésor (CT)**
- 9. Portée et contraintes possibles**
- 10. Échéancier**
- 11. Absence d'obligation**
- 12. Demande de renseignements – questions destinées à l'industrie**
- 13. Coordonnées**
- 14. Présentation des réponses**
- 15. Date de clôture**

### **ANNEXES**

**Annexe A : Aperçu de l'énoncé des travaux**

**Annexe B : Demande de renseignements – questions destinées aux entreprises inuites**

**AVIS IMPORTANT À TOUS LES POSSIBLES SOUMISSIONNAIRES**

**CE MARCHÉ EST ASSUJETTI À L'ACCORD ENTRE LES INUITS DE LA RÉGION DU NUNAVUT ET SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA (L'ACCORD DU NUNAVUT).**

**SI DEUX OU PLUSIEURS ENTREPRISES INSCRITES AU REGISTRE DES ENTREPRISES INUITES SONT RETENUES POUR LEUR CAPACITÉ À FOURNIR LES SERVICES LIVRABLES, CETTE EXIGENCE NE S'APPLIQUERAIT QU'AUX ENTREPRISES INUITES INSCRITES AU REGISTRE DES ENTREPRISES INUITES**

**AVIS IMPORTANT AUX FOURNISSEURS CONCERNANT LES EXIGENCES DE PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS POUR CETTE DDR**

En raison des conséquences de la pandémie de COVID-19, des mesures temporaires sont prises pour encourager la distanciation sociale. La santé et la sécurité des membres du personnel et des fournisseurs demeurent notre priorité. Par conséquent, toutes les activités de mobilisation aux fins de cet exercice doivent être menées par le biais de documents électroniques ou par téléconférence.

## 1. But et nature de la DDR

Cette demande de renseignements vise à obtenir de l'information et des commentaires de la part d'entreprises inuites concernant un marché passé au nom du ministère de la Défense nationale (MDN) pour la Station des Forces canadiennes (SFC) Alert située sur l'île d'Ellesmere au Nunavut. Ces commentaires visent à garantir l'efficacité et la viabilité économique des services de soutien sur place à la SFC Alert.

La définition d'« entreprise inuite » doit être la même que celle qui figure dans l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut.

En outre, les objectifs de cette DDR sont les suivants :

1. Déterminer si deux entreprises inuites ou plus peuvent fournir avec succès l'ensemble des services tels que décrits dans l'énoncé des travaux conformément à l'accord entre les Inuit de la région du Nunavut et du Canada.
2. Transmettre aux entreprises inuites de l'information sur les besoins en matière de services de soutien du site d'Alert, comme indiqué dans la version provisoire de l'énoncé des travaux (EDT) à l'annexe A (cliquer sur le lien [Achats et ventes https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-20-00925030](https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-20-00925030) pour consulter l'EDT complet).
3. Inviter des entreprises inuites à participer à des réunions individuelles par téléconférence.
4. Demander des renseignements détaillés et des commentaires aux entreprises inuites pour déterminer :
  - A. combien d'entreprises inuites répondent actuellement à une partie ou à la totalité des exigences opérationnelles, à titre d'entrepreneur principal ou de sous-traitant;
  - B. quelle expertise possèdent les entreprises inuites actuellement;
  - C. où sont situées les entreprises inuites;
  - D. quelles entreprises inuites figurent actuellement sur la liste du Registre des entreprises inuites (REI).
5. Déterminer la capacité des entreprises inuites à répondre aux besoins en services de soutien sur place d'Alert, et recueillir des commentaires sur les questions qui pourraient avoir une incidence sur leur capacité à respecter les exigences et les échéanciers du Ministère.
6. Évaluer les niveaux de compétence actuels et les qualifications officielles de la main-d'œuvre inuite.

## 2. Historique de la mobilisation

Les activités de mobilisation suivantes ont eu lieu dans ce dossier :

- a. Demande de renseignements (DDR) initiale sur Achats et ventes : 23 octobre 2018  
Objectif : L'industrie doit examiner les exigences, répondre à certaines questions posées par le Canada et informer le Canada des possibles soumissionnaires sur le marché.

- b. Questions et réponses sur Achat et vente : 22 novembre 2018  
Objectif : Répondre à certaines questions relatives à la lettre d'intérêt.
- c. Résumé des commentaires sur Achats et ventes : 24 juin 2019  
Objectif : Informer l'industrie sur ce que le Canada a appris et sur les positions prises par le Canada en réponse à certaines questions et observations.
- d. DP provisoire affichée sur Achats et ventes : 28 mai 2020  
Objectif : Fournir à l'industrie une DP provisoire et un EDT et lui donner l'occasion de demander au Canada la tenue d'une réunion individuelle.
- e. Réunions individuelles : du 15 au 19 juin 2020  
Objectif : Permettre à l'industrie d'aborder verbalement avec le Canada certaines questions relatives à tout aspect de cette DP à venir.

### **3. Contexte**

La SFC Alert est principalement une station militaire de communication située au Nunavut, à la pointe nord-est de l'île d'Ellesmere. La station se trouve à environ 817 km du pôle Nord et est l'installation habitée en permanence la plus septentrionale du monde. La collectivité la plus proche est la communauté inuite de Grise Fiord, située à quelque 725 km au sud. Alert communique avec le sud du Canada grâce aux installations du MDN à Eureka, dans le centre de l'île d'Ellesmere.

La principale activité de la station consiste à favoriser les activités de communication militaire des Forces canadiennes. La SFC Alert appuie également d'autres activités soutenues par le gouvernement, notamment l'exploitation d'une station météorologique d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) et de projets de recherche scientifique associés. Le MDN prévoit que l'activité gouvernementale à Alert continuera d'augmenter, tant dans le secteur militaire que dans le secteur non militaire.

À l'heure actuelle, la SFC Alert est composée d'environ 90 bâtiments, avec quelque 19 structures d'importance dans le complexe principal. Ces bâtiments ont été construits entre 1960 et 1998 et ont une aire totale d'environ 22 500 m<sup>2</sup>. Les installations collectives fournissent le nécessaire pour vivre et travailler dans l'environnement arctique sur une base permanente. La station comprend une piste en gravier de 5 500 pi (103 122 m<sup>2</sup>), plusieurs kilomètres de routes (150 000 m<sup>2</sup>), une carrière, des décharges, des parcs de réservoirs à hydrocarbures, des laboratoires scientifiques et des parcs d'antennes dans la zone urbaine.

Un contrat est actuellement en vigueur. Il a été attribué en 2012 et expirera en mai 2022 et pourrait être prolongé jusqu'à mai 2023 en raison des conséquences de la COVID-19. La demande de propositions (DP) pour un contrat de remplacement est en cours d'élaboration et la présente DDR vise à appuyer ce processus.

### **4. Aperçu de l'énoncé des travaux**

Consultez l'aperçu de l'EDT à l'annexe A ou l'EDT complet sur le site Web Achats et ventes : <https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-20-00925030>

## **5. Invitation à une réunion individuelle par téléconférence**

Les téléconférences individuelles se tiendront du 20 au 30 novembre 2020 et se dérouleront par créneaux de 30 minutes entre 8 h et 16 h HNE.

Ces téléconférences individuelles donneront l'occasion aux entreprises inuites de fournir des renseignements complémentaires et de demander des précisions sur tous les sujets liés à la DDR. Chaque entreprise inuite disposera du même temps (30 minutes) dans le cadre des réunions individuelles par téléconférence.

Toutes les entreprises inuites qui souhaitent participer aux téléconférences individuelles doivent aviser l'autorité contractante par courrier électronique ou par téléphone, au plus tard **le 17 novembre 2020 à 14 h (HNE)**.

Les entreprises inuites intéressées doivent communiquer le nom, le poste et les coordonnées de chaque participant. Le créneau horaire est alloué selon le principe du premier arrivé, premier servi. Les détails sur l'accès aux réunions par téléconférence seront transmis par l'autorité contractante aux participants intéressés à ce moment-là.

Comme les réunions individuelles se déroulent par téléconférence, on demande à ce qu'un maximum de quatre (4) représentants y participent en raison des restrictions imposées au pont téléphonique. Les participants doivent veiller à ce que l'autorité contractante soit avisée au moins 72 heures à l'avance de toute modification à la liste des représentants participant à la réunion par téléconférence.

Le Canada pourrait diffuser tous les renseignements issus des demandes non exclusives et non confidentielles qu'il a reçues ainsi que les réponses transmises, sans en révéler les sources.

## **2. Surveillant de l'équité**

Les services d'un surveillant de l'équité seront retenus dans le cadre du processus d'appel d'offres. Le surveillant de l'équité participera aux séances individuelles de mobilisation des entreprises inuites.

## **3. Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)**

L'exigence relative aux services de soutien du site d'Alert est assujettie à l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut.

## **4. Directives du Conseil du Trésor (CT)**

Les directives suivantes du CT seront également prises en compte : la Directive sur les marchés de l'État, incluant les baux immobiliers, dans la région du Nunavut.

## **5. Portée et contraintes possibles**

Bien que cette DDR ne soit pas assujettie au Programme des marchandises contrôlées (PMC), tout processus d'approvisionnement qui en résulte comportera des exigences du PMC. Pour en savoir plus sur le PMC, veuillez consulter le site Web de Services publics et Approvisionnement

Canada (SPAC) : <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/dmccgd/index-fra.html> .

Aucune exigence en matière de sécurité n'accompagne la présente DDR. Cependant, il peut y avoir des exigences de sécurité associées à tout processus d'approvisionnement qui en résulte. D'autres renseignements sur les exigences de sécurité, le cas échéant, seront communiqués sur le site Web <https://achatsetventes.gc.ca/> dans le cadre de tout processus de passation de marché.

Si les participants doivent obtenir des renseignements concernant les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes ou les clauses de sécurité, ils sont invités à consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle de la Direction de la sécurité industrielle canadienne de SPAC : <http://ssiiss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html> .

Cette DDR n'est pas assujettie aux normes ISO 9000, mais tout marché public qui en résulterait sera soumis à la certification ISO; veuillez consulter la page Web suivante : <https://www.iso.org/fr/iso-9001-quality-management.html> .

## 6. Échéancier

Le contexte de la COVID-19 ayant une incidence sur la visite obligatoire du site de la SFC Alert pendant la phase de DP, il faut prendre note que ce calendrier n'est pas définitif et peut être modifié à tout moment. Compte tenu de cette contrainte, le calendrier estimé pour l'attribution des contrats est le suivant :

Publication de l'invitation à se qualifier (IQ) sur Achats et ventes (critères obligatoires uniquement)	De la fin février à la mi-mars 2021
Réception des soumissions en réponse à l'IQ	40 jours après la publication (avril 2021)
Évaluation de l'IQ par le responsable technique (MDN)	Juin 2021
Transmission de la DP définitive aux soumissionnaires retenus dans le cadre de l'IQ (critères cotés par points)	Juillet 2021
Visite obligatoire de la SFC Alert	Août 2021
Clôture de la DP	Octobre 2021
Évaluation de la DP définitive par l'autorité technique (MDN)	Février 2022
Attribution du contrat	Juin 2022

## 7. Absence d'obligation

La publication de la présente DDR n'oblige pas le Canada à lancer une DDP subséquente et ne l'engage pas, juridiquement ou de toute autre façon, à conclure une entente quelconque ou à accepter les suggestions présentées par les intervenants.

Le processus de mobilisation des intervenants n'est pas un appel d'offres, et aucun contrat ne s'ensuivra.

Les intervenants sont avisés que toute information transmise au Canada en réponse au présent processus de consultation des intervenants pourra lui servir à rédiger une DP concurrentielle. En revanche, le gouvernement n'est pas tenu de donner suite à quelque déclaration d'intérêt ni d'en tenir compte dans aucun document connexe, notamment une DP.

Aucun paiement ne sera versé à l'égard des frais encourus pour préparer et présenter une réponse à la DDR ni pour participer aux téléconférences individuelles, qui sont de la seule responsabilité du soumissionnaire.

## **8. Demande de renseignements – questions destinées à l'industrie**

Veuillez consulter la liste de questions destinées aux entreprises inuites à l'annexe B.

## **9. Coordonnées**

Les répondants peuvent soumettre leurs réponses et questions par courriel à :  
François Gauvreau  
Spécialiste en approvisionnement  
Services publics et Approvisionnement Canada  
Direction de l'approvisionnement en gestion de services de marchés immobiliers  
Francois.gauvreau@tpsgc-pwgsc.gc.ca

## **10. Présentation des réponses**

Les questions contenues dans l'annexe B visent à obtenir des commentaires pertinents pour le Canada et à fournir des directives aux fournisseurs qui souhaitent participer aux rencontres individuelles, qui se tiendront pendant cette consultation. Nous ne nous attendons pas à ce que les participants répondent à toutes les questions ni à ce qu'ils s'en tiennent uniquement à celles-ci.

Les participants sont invités à répondre aux questions sur la consultation de l'industrie en format électronique (compatible avec MS Word 2013 ou Adobe PDF) de préférence, pourvu que la possibilité de copier et coller du texte et d'imprimer soit préservée, au plus tard à la date de clôture indiquée dans la demande de renseignements pour permettre un examen adéquat.

Les répondants sont priés d'examiner les questions qui figurent à l'annexe B et d'y répondre en utilisant le même système de numérotation. Les possibles soumissionnaires peuvent également envoyer leurs questions, commentaires et préoccupations supplémentaires en les désignant comme tels.

Les réponses peuvent être présentées en français ou en anglais.

Les répondants devraient uniquement transmettre des renseignements pertinents relatifs à cette demande. Nous leur déconseillons de joindre des documents techniques et de promotion générale, à moins que ces derniers servent à fournir des renseignements précis demandés aux présentes. Les répondants doivent fournir les coordonnées d'une personne-ressource dans leur réponse. La présente DDR peut faire l'objet de modifications; le cas échéant, elles seront



affichées sur Achatsetventes.gc.ca. Le Canada demande aux répondants de consulter ce site Web régulièrement pour savoir si des modifications ont été apportées.

Toutes les questions reçues seront examinées et prises en considération dans le cadre de la DP finale, puis présentées dans le sommaire de la rétroaction.

## **15. Date de clôture**

Les réponses à la présente DDR seront acceptées jusqu'à 14 h, heure normale de l'Est (HNE) le 17 novembre 2020. Le Canada peut, à sa discrétion, examiner et prendre en compte des réponses reçues après la date de clôture de la DDR.

Même si les renseignements recueillis peuvent être fournis sous la forme d'information confidentielle (dans ce cas, ils seront traités en conséquence par le Canada), SPAC peut les utiliser dans le cadre de la rédaction d'une demande de soumissions ou de documents contractuels à venir.

Les répondants sont encouragés à indiquer, dans les renseignements fournis au Canada, tout renseignement qu'ils considèrent comme exclusif, personnel ou appartenant à un tiers. Veuillez noter que le Canada pourrait être tenu par la loi (p. ex., en réponse à une demande formulée dans le cadre de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*) de divulguer des renseignements exclusifs ou délicats sur le plan commercial concernant un répondant (pour de plus amples renseignements : <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/a-1/>).

La participation à cette DDR est encouragée, mais elle n'est pas obligatoire. La participation à cette DDR n'est ni une condition ni un prérequis pour participer à toute demande de soumissions subséquente.

## **Annexe A**

### **Aperçu de l'énoncé des travaux**

Le Canada s'attend à ce que l'entrepreneur retenu effectue les activités suivantes.

#### **1. Gestion et administration**

L'entrepreneur doit concevoir et mettre en place un plan de la qualité (PQ) qui décrit en détail les propositions de l'entrepreneur relativement aux pratiques d'assurance et de contrôle de la qualité. Le PQ doit déterminer les travaux qui seront soumis à des mesures d'assurance de la qualité et énumérer l'ensemble des inspections, des contrôles et des tests devant être effectués pour chaque élément correspondant dans le cadre du travail. Le PQ doit également indiquer la fréquence des inspections, des contrôles et des tests ainsi que les dates auxquelles ils doivent être effectués pendant la durée du contrat. Le PQ précisera aussi quels rapports écrits décrivant

les résultats des activités d'assurance de la qualité sont à remettre chaque trimestre au responsable de projet.

L'entrepreneur doit concevoir et mettre en place un plan de gestion préventive (GP) qui décrit en détail les inspections, les mesures correctives et les pratiques d'entretien du plan de GP proposées par l'entrepreneur. Le plan de GP doit déterminer les travaux qui seront soumis à des mesures d'assurance de la qualité et énumérer l'ensemble des inspections, des contrôles et des tests devant être effectués pour chaque élément correspondant dans le cadre du travail. Le plan de GP doit également indiquer la fréquence des inspections, des contrôles et des tests ainsi que les moments auxquels ils doivent être effectués pendant la durée du contrat. Le plan de GP doit aussi préciser que des rapports écrits décrivant les résultats des activités de GP sont à remettre chaque trimestre au responsable de projet.

L'entrepreneur doit fournir et mettre en place un plan de sécurité général (PS). Le PS doit être créé et tenu à jour conformément aux règlements fédéraux, provinciaux, territoriaux et du MDN. Le plan doit être passé en revue et approuvé au cours de la phase d'instauration graduelle et au besoin.

## **2. Entretien courant des bâtiments et des structures**

L'entrepreneur doit assurer l'inspection, la surveillance, l'exploitation, l'entretien et la réparation de tous les systèmes dynamiques et statiques liés à l'exploitation des bâtiments de la SFC Alert. Actuellement, tous les bâtiments sont considérés comme des installations actives et font l'objet d'un entretien planifié conformément aux calendriers habituels décrits dans le plan d'inspection annuel. L'entrepreneur doit effectuer des travaux d'entretien préventif sur les systèmes ci-dessous :

- a. installations électriques;
- b. installations de plomberie;
- c. installations mécaniques;
- d. appareils de protection contre les incendies et de signalement des incendies;
- e. ascenseurs et systèmes de levage;
- f. serrures et système de détection d'intrusion.

## **3. Entretien de l'équipement et des systèmes du terrain d'aviation**

L'entrepreneur doit assurer l'inspection, la surveillance, l'exploitation, l'entretien et la réparation de l'ensemble de l'équipement et des systèmes du terrain d'aviation. La piste d'atterrissage de la SFC Alert est une bande d'atterrissage nivelée gravelée. Longue de 5500 pieds (1 676 m) et large de 150 pieds (46 m), elle a un azimuth vrai de 050/230 et un azimuth magnétique de 110/290 à la position 110 du quadrillage. Bien qu'elle ne comporte aucun hangar d'aviation, la station a une capacité limitée (stationnement prolongé des aéronefs, sorties électriques, avitaillement, déglacage, services météorologiques et médicaux, véhicules incendie et de secours, chargement et déchargement des gros transporteurs, tests de frottement, installations de Douane et Accise Canada) que l'entrepreneur devra fournir ou aider à gérer. Le système de distribution électrique du terrain d'aviation a une tension de 5 kV et le courant électrique qu'il distribue provient directement de la centrale électrique.

## **4. Services d'entretien des chemins et des terrains**

L'entrepreneur doit assurer l'inspection, la surveillance, l'exploitation, l'entretien et la réparation de la totalité des chemins et des terrains de la SFC Alert. La piste de la SFC Alert est une bande d'atterrissage nivelée en gravier, longue de 5 500 pieds (1 676 m) et large de 150 pieds (46 m). La surface totale non pavée du terrain d'aviation est de 103 122,10 m<sup>2</sup> et il y a 150 000 m<sup>2</sup> de routes non pavées, y compris les chemins de la station, le chemin de la pompe à eau, le chemin du transmetteur et le chemin du laboratoire de veille de l'atmosphère du globe d'Environnement Canada. Ces services englobent ce qui suit :

- a. drainage de surface;
- b. service de contrôle de la neige et des glaces (SCNG);
- c. signalisation;
- d. réparation des routes;
- e. lutte contre l'érosion du sol.

Les services comprennent également l'exploitation d'une carrière, permettant la production annuelle de 10 000 m<sup>3</sup> de gravier concassé. Ainsi, du gravier de différentes grosseurs sera produit à l'aide du matériel existant et acheminé à une zone de dépôt désignée ou à d'autres endroits de la SFC Alert, définis à l'appui des exigences en matière d'entretien de routine et à l'appui du programme annuel de travaux du Génie. Une quantité suffisante de gravier doit être accessible aux fins d'utilisation avant la deuxième semaine de juin. Le gravier doit demeurer disponible jusqu'au 31 août.

## **5. Protection de l'environnement et gestion des déchets**

L'entrepreneur doit gérer tous les déchets domestiques, industriels et dangereux (HAZMAT) et en faire l'inventaire afin de maintenir un environnement propre et salubre. De plus, il doit nettoyer et entretenir l'équipement et les conteneurs à déchets.

Lorsqu'il transporte des matières dangereuses, l'entrepreneur est réputé agir au nom du Canada, car les déchets dangereux produits par le MDN sont la propriété du Ministère. Ce dernier en est donc responsable, même lorsque leur manutention et leur stockage sont effectués par l'entrepreneur. Toutefois, cela ne libère pas ce dernier de ses responsabilités s'il est prouvé qu'il n'a pas suivi les consignes applicables d'enlèvement et d'élimination. Le MDN coordonne le transport des déchets dangereux de la SFC d'Alert jusqu'à la CFB de Trenton. La surveillance et l'inventaire serrés des déchets dangereux de la station doivent limiter les risques pour le personnel et pour l'environnement.

Les déchets sont classés selon qu'ils peuvent être recyclés dans le sud, envoyés dans les décharges sans nuire à l'environnement, incinérés ou vidangés. Actuellement, les grandes catégories sont : déchets (humides ou secs), plastique, boîtes de conserve, verre, cannettes de boisson gazeuse et de bière, articles en métal ou en bois, bombes aérosol et HAZMAT.

L'étude de base sur l'environnement de la SFC Alert peut être fournie à titre de référence. Elle donne des renseignements sur les zones contaminées de la station. L'entrepreneur ne doit pas, par ses activités, en créer d'autres, ni aggraver la situation pour l'environnement.

## **6. Aqueduc et égouts**

L'entrepreneur doit assurer l'inspection, la surveillance, l'exploitation, l'entretien et la réparation de l'ensemble des réseaux d'eau potable et d'égouts de la SFC Alert.

Le réseau d'eau potable d'Alert dessert une population de 100 personnes généralement (de janvier à juin) et de plus de 250 personnes au cours d'activités comme des opérations. Diverses améliorations ont été apportées à l'usine depuis sa construction. Elle est alimentée par des conduites de 75 mm munies de câbles chauffants qui partent du lac Dumbell, lequel est situé à 2,5 km de l'installation. L'eau est ensuite filtrée à l'usine par des filtres sous pression à base de charbon anthraciteux et additionnée d'hypochlorite de calcium. Environ 40 % de l'eau traitée est recyclée par des conduites de 50 mm, pour éviter le gel. L'usine a une capacité de réserve estimée à 1 000 m<sup>3</sup> et produit en moyenne 165 m<sup>3</sup> d'eau par jour.

Chaque jour, l'entrepreneur doit produire de l'eau potable contenant moins de 0,4 mg/L de chlore résiduel pour l'ensemble du réseau de distribution d'eau recyclée ou dans des réservoirs de stockage, tout en répondant aux besoins en eau de la station. Il peut utiliser l'équipement de laboratoire pour effectuer des analyses de la qualité de l'eau. L'entrepreneur doit surveiller le débit (refoulement et reprise), la pression et la température de l'eau mesurés au poste de pompage inférieur et en rendre compte. Le commandant d'Alert doit être informé sans tarder des résultats qui ne respectent pas les lignes directrices fédérales et territoriales sur l'eau potable. Le système d'égout est un réseau à écoulement par gravité constitué de conduites secondaires de 100 mm munies de câbles chauffants reliant chaque bâtiment. Ces conduites convergent sur le bord de la station et se déversent dans un système de filtration naturel à paliers. Actuellement, il n'existe aucun autre traitement des eaux d'égout, mais des améliorations sont prévues dans un avenir rapproché. Le système de traitement des eaux usées à paliers doit être échantillonné chaque mois, de mai à septembre, inclusivement.

## **7. Système de production d'énergie et de chauffage**

L'entrepreneur doit assurer l'inspection, la surveillance, l'exploitation, l'entretien et la réparation de tous les éléments des centrales électriques principale et de secours, des systèmes de chauffage dispersé et mixte et de l'équipement auxiliaire.

La production d'électricité des installations de la SFC Alert repose sur une centrale électrique principale dotée de quatre groupes électrogènes de 600 V et 800 kW (catégorie JP8) et une centrale de secours équipée de deux groupes électrogènes de 1 500 kW (catégorie JP8) en cas de défaillance de la centrale principale. La tension de service du système à la SFC Alert est de 120/208 V triphasé à quatre (4) fils et de 347/600 V triphasé à quatre (4) fils avec une capacité de distribution à 4160 V.

Un deuxième groupe électrogène se met en marche quand la demande atteint 750 kW. En général, la demande est assez basse pour qu'un seul groupe électrogène suffise. Lorsque les feux de pistes sont tous allumés, la demande maximale se situe entre 700 et 1000 kW. L'hiver, la demande grimpe de 20 à 30 %. Lorsque deux groupes électrogènes sont en marche, ils se partagent également la demande, fournissant chacun 400 kW quand la demande est de 800 kW. Les éléments de la fournaise de la centrale électrique doivent toutefois fournir une charge de 85 kW.

À l'occasion des vols de réapprovisionnement hebdomadaires et de l'Opération BOXTOP, deux groupes électrogènes répondent à la demande engendrée pour assurer la sécurité des aéronefs. Toutefois, le MDN cherche activement à réduire la consommation d'électricité et de mazout de chauffage à la station.

L'entrepreneur doit exploiter les centrales électriques principale et de secours de manière à assurer une alimentation électrique continue et à répartir la demande entre les groupes électrogènes selon leur capacité respective, en tout temps. Il doit viser l'économie d'exploitation,

mais pas aux dépens de la continuité du service. L'entrepreneur doit notamment utiliser le système de chauffage mixte et dispersé de manière à fournir de la chaleur et de l'eau chaude à la station en tout temps.

Toutes les anomalies opérationnelles qui nuisent aux activités de la station doivent être signalées au commandant d'Alert dès l'apparition du problème.

## **8. Approvisionnement**

Il incombe à l'entrepreneur de commander et d'obtenir les fournitures, le matériel et l'équipement non fournis par le gouvernement, mais nécessaires pour offrir les services décrits dans l'EDT.

Le gouvernement fournit à l'entrepreneur l'équipement, le matériel et les articles nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités, notamment les articles de réapprovisionnement, de remplacement et non prévus. L'entrepreneur coordonnera et intégrera la commande ainsi que le suivi du matériel, de l'équipement et des fournitures dans le système d'approvisionnement du MDN en respectant les processus d'approvisionnement et d'approbation du MDN.

L'entrepreneur devra minimiser l'effort logistique requis pour l'envoi de matériel, d'équipement et de fournitures en maximisant les expéditions en vrac et en réduisant l'emballage individuel.

Il existe deux méthodes d'approvisionnement :

1. Vols de réapprovisionnement hebdomadaires
2. Réapprovisionnement annuel dans le cadre de l'Opération BOXTOP (habituellement en septembre/octobre)

## **9. Services alimentaires**

L'entrepreneur doit fournir les services décrits dans la présente section, y compris des repas sains dans un style libre-service (cafétéria), 365 jours par année. L'entrepreneur est responsable des aspects suivants :

1. commandes;
2. gestion des entrepôts;
3. préparation et service;
4. suivi de tous les aliments, y compris :
  - a. les boîtes-repas,
  - b. les repas chauds transportés.

Il incombe également à l'entrepreneur de préparer :

1. la commande hebdomadaire de nourriture;
2. les prévisions annuelles, y compris :
  - a. la liste des aliments non périssables,
  - b. les biens non alimentaires (c.-à-d. les petits articles et les articles jetables),
- c. le remplacement de l'équipement nécessaire au fonctionnement et à l'entretien de la cuisine.

Les activités de l'entrepreneur devront réduire le fardeau logistique relatif à l'expédition de produits préparés ou préemballés à partir du sud (p. ex. faire le pain ou les pâtisseries plutôt que recevoir des pains précuits et des produits de boulangerie emballés) et maximiser l'expédition en vrac de produits ayant une longue durée de conservation. Il devra notamment organiser les

réerves alimentaires de façon à garnir les cuisines des logements et à appuyer les opérations au site de Fort Eureka, où l'entrepreneur devra organiser l'envoi de provisions en vrac chaque semaine de mai, juin et juillet.

## **10. Hébergement et services de conciergerie et d'entretien**

L'entrepreneur doit fournir les services requis en respectant les normes établies. Il doit aussi présenter la liste des pièces de rechange et de l'équipement de remplacement nécessaire au fonctionnement et à l'entretien des installations. Dans la mesure du possible, l'entrepreneur doit utiliser des produits écologiques.

Le même service de nettoyage est fourni dans les zones communes, l'occupant étant responsable de l'entretien de la chambre qui lui a été attribuée. Au moment du départ, le personnel de l'entrepreneur doit nettoyer la chambre qui lui est assignée avant que quelqu'un d'autre l'occupe. Le MDN coordonne l'attribution des chambres. On fournit trois laveuses commerciales au personnel de l'entrepreneur afin de l'aider à respecter les exigences en matière de lessive.

Les services de nettoyage et d'entretien doivent être effectués pendant les heures qui répondent aux besoins opérationnels, mais les bâtiments de caserne doivent être nettoyés pendant les heures de travail du MDN, dans la mesure du possible.

## **11. Transport et entretien des véhicules**

L'entrepreneur doit fournir des services de transport du personnel et d'entretien des véhicules (services de gestion du parc automobile). Ces services comprennent l'entretien des véhicules d'ECCC, qui doivent être inclus dans la soumission de l'entrepreneur. ECCC sera responsable de l'achat de ses véhicules et des pièces.

Le gouvernement fournit plusieurs parcs de véhicules pour le maintien des activités de la SFC Alerte. L'entrepreneur en sera en partie responsable. La portée des travaux englobe au minimum les éléments suivants :

1. services d'entretien des véhicules (y compris le nettoyage de l'intérieur);
  - a. y compris l'équipement lourd;
2. Déplacement du personnel;
3. matériel et équipement requis par le MDN et dans le cadre des activités;
4. formation des conducteurs;
5. enquête sur les accidents;
6. déneigement et déglçage des aéronefs;
7. maintenance et entretien de tous les petits moteurs ainsi que des accessoires et des fixations connexes.

Ces tâches s'appliquent à l'ensemble des véhicules, de l'équipement et des fixations connexes fournis (tels que l'équipement, le matériel et les véhicules fournis par le gouvernement) au MDN, à l'entrepreneur et aux employés du gouvernement à la SFC Alert ainsi qu'aux véhicules et à l'équipement permanents du MDN à la base aérienne Thulé au Groenland. La présente exigence comprend la production de la liste du matériel, des pièces de rechange et de l'équipement de remplacement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien de l'équipement.

## **12. Membres du corps de pompiers**

L'entrepreneur doit désigner au moins six membres du personnel pouvant faire partie du corps de pompiers. Ceux-ci seront inscrits à un horaire de service sur demande en tout temps, sur rotation,



et interviendront au besoin en cas d'incident. La tâche du corps de pompiers sera considérée comme une tâche secondaire pour tous les membres du personnel de l'entrepreneur.

## **ANNEXE B**

### **DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS – QUESTIONS DESTINÉES AUX ENTREPRISES INUITES**

Ce modèle est destiné à guider les entreprises inuites dans la préparation des téléconférences individuelles. Vous pouvez utiliser la mise en page de votre choix. Par contre, veuillez conserver la même numérotation des sections afin de faciliter l'analyse subséquente des réponses par le Canada.

#### **Section 1 : Sommaire**

- 1) Si vous décidez de présenter une soumission pour cette exigence, précisez si vous avez l'intention d'être l'entrepreneur principal ou un possible sous-traitant ou si vous prévoyez former une coentreprise.
- 2) Parmi les services que vous fournissez actuellement, lesquels sont semblables à ces besoins, ou les mêmes?
- 3) Quelle est la taille de votre effectif actuel (maintien en poste, attrition et autres considérations d'ordre technique,) et quelles sont les lacunes actuelles en matière de compétences ou de formation pour l'emploi?
- 4) Où est située votre entreprise? Votre entreprise figure-t-elle actuellement dans les répertoires d'entreprises inuites établis (c'est-à-dire le Registre des entreprises inuites)?

#### **Section 2 : Version PROVISOIRE de l'aperçu de l'énoncé des travaux (annexe A)**

- 1) L'information fournie est-elle suffisante pour comprendre les exigences?
- 2) Les exigences prévoient qu'il sera nécessaire d'obtenir une attestation de sécurité des installations de niveau « secret », et la plupart des ressources des entrepreneurs devront obtenir une attestation de niveau « fiabilité approfondie ». Prévoyez-vous des problèmes pour respecter l'exigence d'une attestation de sécurité?
- 3) Avez-vous des commentaires ou des préoccupations concernant les normes obligatoires décrites dans la version PROVISOIRE de l'aperçu de l'énoncé des travaux?
- 4) Avez-vous des commentaires ou des préoccupations concernant les besoins de gestion du programme?
- 5) Décrivez vos pratiques actuelles en matière de contrôle et d'assurance qualité (inspection, contrôles et tests, y compris l'expérience actuelle en matière d'élaboration de rapports écrits décrivant les résultats des activités d'assurance qualité).
- 6) Compte tenu de l'éloignement du site, des restrictions concernant le transport aérien fourni par le gouvernement et de la coordination avec d'autres fournisseurs, y a-t-il des problèmes qui pourraient avoir une incidence sur votre capacité à respecter les exigences ou les échéanciers imposés par le Ministère?
- 7) Certaines exigences de la version provisoire de l'aperçu de l'EDT nécessitent des restrictions relatives à l'ITAR (International Traffic in Arms Regulations), à l'AAT (accord d'assistance technique) ou au PMC (Programme des marchandises contrôlées); voyez-vous des problèmes à établir des certifications?

#### **Section 3 : Portée et contraintes possibles**

- 1) Avez-vous des commentaires à faire ou des inquiétudes concernant les éléments suivants :
  - a. *Loi sur la production de défense* (LPD);
  - b. Programme des marchandises contrôlées (PMC);

- c. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (PCF-EE);
- d. *Règlement concernant les marchés de l'État* (RME);
- e. dispositions relatives à l'intégrité;
- f. Politique d'achats écologiques de SPAC;
- g. possession future par le gouvernement du Canada des droits de propriété intellectuelle;
- h. licences de logiciels;
- i. exigences en matière d'assurance.

## **Section 7 : Autres commentaires/questions/préoccupations**

Dans cette section, les entreprises inuites sont encouragées à formuler des commentaires, des questions ou des préoccupations supplémentaires concernant cette exigence.